

Magazine d'information et de réflexion
des industries métallurgiques,
électriques et connexes de l'Isère
et des Hautes-Alpes

dossier

De très bonnes raisons de croire en l'industrie

...suite page 2

En perte de vitesse l'industrie ?
En Isère, elle innove, marque des points,
embauche, prépare l'avenir...

sommaire

table ronde 4



- Ils préparent demain*
- Voir autrement... avec Stratégie PME
 - Faire toucher du doigt le potentiel de nos métiers
 - Recruter des personnes qualifiées, les faire venir à Saint-Romans...

grand'angle 6



Où vous emmènent les programmes collectifs ?

la parole à... 8



Innovation, anticipation, formation

Il ne faut pas désespérer de l'industrie

Malgré les discours sur la désindustrialisation, force est de constater que l'Isère bénéficie d'un tissu d'entreprises dense et vivace. Adhérent de l'Udimec, vous montrez chaque jour qu'en s'adaptant – techniquement et économiquement – vous pouvez anticiper les mutations par de nouveaux produits, de nouveaux modes de production, de nouvelles compétences et offres de services...

Proche de vos préoccupations, l'Udimec vous accompagne avec pragmatisme.

Que peut-on faire ensemble ? S'organiser en réseaux pour répondre à la fragmentation du système de production, affûter les compétences pour mieux produire, maintenir les savoir-faire, être proche des marchés, développer des partenariats pour imaginer des offres plus globales tout en renforçant le cœur de métier, favoriser les liens enseignement-industrie... C'est aussi ensemble que nous saurons redorer notre image, tuer celle de la pénibilité, de la routine et du cambouis, mettre au grand jour une nouvelle réalité : des métiers qualifiés qui laissent place à plus de responsabilités, mieux rémunérés, ouverts à des évolutions de carrière. Dans ces métiers, les offres d'emplois sont loin d'être toutes satisfaites. Sachons les valoriser pour que les jeunes générations aient encore envie de faire carrière dans nos entreprises.

Thierry Uring
délégué général de l'Udimec



De très bonnes raisons de

À entendre certains analystes économiques, largement relayés par les médias, les activités tertiaires seraient la seule voie de développement. Si les emplois de services prennent effectivement de plus en plus de poids, c'est parce qu'ils s'appuient sur une industrie forte, socle de développement solide... quoi qu'en pensent « les déclinologues » ! Et à plus forte raison en Rhône-Alpes, où la part de l'emploi industriel est au-dessus de la moyenne nationale. Bref, il est temps de tordre le cou aux idées reçues... et mettre en avant nos atouts.

Comment imaginer l'économie iséroise sans Schneider Electric, STMicroelectronics, A Raymond, Caterpillar, Ascometal, Soitec, Eurotungstene, Sofradir, Photowatt... ? Sans le CEA, les centres de recherche, laboratoires publics et privés, universités, pôles de compétitivité ? Sans la pléiade de PMI-PME de sous-traitance et de produits spécifiques qui permettent à l'industrie française, de marquer des points à l'international dans les domaines de l'énergie, des transports, de la microélectronique... ?

Idée reçue n° 1 : le déclin
« *L'industrie est en perte de vitesse. Aujourd'hui, seuls les services, le tourisme, peuvent assurer de la croissance en Rhône-alpes.* »

Aujourd'hui plus que jamais, le développement passe par l'industrie, c'est même le premier maillon de la chaîne de croissance économique. On parle beaucoup de services à la personne, ce qui ne doit pas cacher une réalité très contemporaine, le service à l'entreprise. Que deviendraient les sociétés de services externalisés en informatique, gestion, comptabilité, conseil, communication, logistique, entretien... sans la bonne santé du secteur industriel ? On estime que la création d'un emploi industriel induit la création de deux emplois de services : les services s'adaptent à l'industrie et non l'inverse ! Si on tient compte de l'activité économique qu'elle génère et celle qu'elle induit, l'industrie est garante d'une croissance économique viable et dynamique. Certes, on enregistre actuellement une érosion des emplois industriels en partie

due aux départs en retraite (papy boom) : 130 000 salariés de moins en France, mais qui seront compensés en 2007 par 110 000 embauches, dont la moitié de jeunes. La métallurgie Rhône-Alpes, qui compte 240 000 salariés, est amenée à recruter quelque 15 000 personnes par an dans les années à venir, dont 3 000 en Isère. Dans notre région, l'industrie est toujours un secteur qui recrute de la main-d'œuvre qualifiée, soit pour remplacer ses seniors, soit pour faire face à son dynamisme économique. Rappelons qu'en Rhône-Alpes, l'industrie représente 22 % des emplois, plus que la moyenne nationale de 19 %.

Idée reçue n° 2 : la mondialisation
« *Nos industries délocalisent à tout va, la production part vers les pays à plus faible coût de main-d'œuvre, avec restructurations et fermetures de nos usines.* »

C'est un fait, nos activités de production sont soumises à la très forte concurrence des pays d'Europe de l'Est, de l'Asie, du Maghreb. Le maintien de la compétitivité et de l'attractivité de nos industries est dès lors une condition pour en préserver la santé. Une façon de ne pas subir

l'évolution très rapide du contexte international, mais, au contraire, d'en devenir un acteur. Cela passe par l'adoption d'un nouveau modèle industriel, fondé sur la proximité avec le marché et la réactivité, qui ouvre des opportunités nouvelles à la sous-traitance... à condition qu'elle sache être, elle aussi, proche et réactive. On constate aujourd'hui que des PME/PMI savent prendre les devants, être force de proposition pour s'attaquer à telle niche de marché, ou développer dans les temps une offre complémentaire répondant à un besoin soudain des consommateurs. On voit que les grandes structures ont souvent besoin des petites pour se développer. Et c'est en allant à l'étranger qu'ensemble elles ont réussi à créer de la valeur, en produisant plus, en prenant pied sur des marchés émergents... quitte à se remettre en question, à imaginer de nouvelles façons d'aborder les achats, le commerce international, l'ingénierie. On ne manque pas d'exemples qui montrent que le secteur industriel sait jouer de ses atouts, se moderniser, conquérir de nouveaux marchés, attirer des clients au-delà de nos frontières. Constitué d'un tissu de petites industries bien ancrées au territoire, il est peu touché par le phénomène de délocalisation et



croire en l'industrie...

Pour gagner la course

Rester dans la course et la gagner oblige le dirigeant de PME à se remettre en question : réfléchir sur sa façon de diriger, de produire, de vendre, regarder le marché de plus près, adopter une stratégie différenciée, un management par l'innovation, optimiser ses processus de production, participer à des salons... L'Udimec, avec l'AFPI, diffuse quatre types de programmes collectifs (cf. « Où vous emmènent les programmes collectifs », p. 6). Ils associent réflexion, partage d'expériences entre chefs d'entreprise et managers, diagnostics, plans d'actions et formation, pour donner plus de sens aux notions essentielles de stratégie, innovation, conception-production, commercial.

son dynamisme lui donne les moyens de résorber les conséquences d'éventuelles fermetures d'usine. La métallurgie rhônalpine représente 78 % des exportations et 70 % de ses importations et attire de nombreux investisseurs étrangers. Preuve supplémentaire de sa belle attractivité ?

Idee reçue n° 3 : **c'est du passé.**

« L'industrie, c'est "has been", un secteur qui appartient au siècle dernier, qui n'a pas su mettre en œuvre les processus de modernisation du XXI^e siècle. »

L'industrie rhônalpine est reconnue comme un des fers de lance en matière d'innovation technologique. Elle a souvent été la première à intégrer de nouvelles technologies pour la conception, la production, la logistique, à adopter des outils sophistiqués, des logiciels de pointe, ou de nouveaux modèles de management. Son rôle de précurseur est reconnu. Il tient notamment à

son association avec la recherche, son implication au sein des pôles de compétitivité. Sur les cinq pôles constitués récemment en Rhône-Alpes, quatre sont situés dans le monde de l'industrie et contribuent à mieux relayer les efforts de la recherche publique et privée. Ils devraient rapidement déboucher sur des transferts de technologies et la promotion de nouvelles offres, notamment dans le secteur très prometteur des énergies renouvelables. ●



Un "Murçon" dans la course !

Parcourir la distance la plus grande avec seulement un litre d'essence... c'est le pari lancé pour la troisième année consécutive par les 26 élèves de 3^e DP6 (découverte professionnelle 6 heures) du lycée professionnel Alpes Sud Isère de Susville, du 11 au 13 mai 2007, sur le circuit de Nogaro dans le Gers. La course du Shell Ecomarathon, c'est son nom, est une véritable course automobile, où le véhicule est soumis à des tests techniques, suivis d'essais sur piste pour finir par la compétition : soit 7 tours de circuit en 50 minutes ! L'enjeu : concevoir et réaliser un prototype de véhicule motorisé, baptisé Murçon⁽¹⁾ en référence au pays matheysin, avec l'appui des professeurs de technologie du lycée. Cette expérience pédagogique signe les performances d'un travail d'équipe, et confirme le partenariat établi avec de nombreuses entreprises locales (Mayrim Plastiques, Dral, Renault...), et avec l'IUT Joseph-Fourier à Grenoble. L'an dernier, l'établissement s'est classé 121^e sur 206 véhicules en lice.

Contact : Lycée professionnel Alpes Sud Isère
04 76 81 52 60 / www.lyceealpesudisere.fr



(1) Murçon, qui signifie "de La Mure", est avant tout une saucisse à cuire aux graines de fenouil, spécialité du plateau matheysin.

Cap à l'Ouest

Du 19 au 21 juin 2007, Ouest Industries, salon dédié aux équipements de production et à la sous-traitance industrielle, prend place au parc des expositions à Rennes. Pour sa première édition, les secteurs aussi divers que l'automobile, l'électronique, la construction navale, l'aéronautique, l'équipement industriel, les éco-activités et les nouvelles technologies seront représentés. Pour l'occasion, l'Udimec expose sous la bannière Rhône-Alpes avec le programme collectif "Pass-PME" (cf. « Où vous emmènent les programmes collectifs », p. 6). 24 entreprises rhônalpines, principalement dans les secteurs de la mécanique, se préparent à y participer parmi d'autres acteurs de la sous-traitance industrielle. Au total, quelque 200 exposants et 4 000 visiteurs sont attendus pour cette première édition, qui doit être reconduite tous les deux ans.

Contact : Jérôme Arles, jarles@udimec.fr,
04 76 41 49 49 / En savoir plus sur le salon :
www.ouest-industries.com

Ils préparent dem

À l'idée de déclin médiatisé par certains, les acteurs de la métallurgie opposent innovation, attractivité, faculté d'adaptation, confiance dans le potentiel que représentent les jeunes générations... Sans doute la meilleure façon de faire face à la croissance !



Stephen Brandalise, dirigeant d'AGCM, Bresson

« Une ouverture d'esprit, une vision éclairée sur notre activité »

Voir autrement... avec Stratégie PME

« Au départ, ça n'est pas de façon volontariste que je me suis lancé dans la démarche Stratégie PME. Quand on est dirigeant, on croit toujours bien connaître son entreprise. Pourtant, je me suis laissé tenter. Et j'ai découvert un outil particulièrement intéressant. Mais surtout, c'est un programme long, on prend le temps, on sort le nez du guidon et on réfléchit à une stratégie de développement, de dynamisation de l'activité. Le consultant a apporté à mes collaborateurs une ouverture

d'esprit, une vision éclairée sur les spécificités de l'entreprise, sur notre activité... Pour la rationaliser, par exemple. Concrètement, la démarche nous a conduit à scinder notre clientèle – qui est faite aussi bien de petits artisans que de grands comptes – en deux grands départements. Nous avons aussi pris conscience que, dans notre maillage actuel, il y avait de la place pour d'autres implantations dans le Lyonnais et le Grand Sud parisien, sur lesquelles nous travaillons actuellement. » ●

(2) AGCM, spécialiste du cintrage, roulage et parachèvement, est actuellement présent à Grenoble, Bordeaux et Paris.



« Plusieurs jeunes ont été recrutés à la suite d'une visite »

Recruter des personnes qualifiées, les faire venir à Saint-Romans...

SDMS, 110 salariés, est spécialiste de la pièce prototype mécanosoudée en métaux nobles, pour le nucléaire et la recherche. Avec le renouveau de l'industrie nucléaire, elle est dans la croissance pour des années. Quand il a fallu remplacer le responsable de fabrication partant à la retraite, la direction a préféré exploiter le potentiel d'un jeune salarié prometteur, plutôt que de recruter un professionnel chevronné. En 2005, une formation à l'AFPI Isère (CQPM RUAP) a propulsé Sébastien Ripert à la tête d'une soixantaine de personnes. Sa préoccupation du moment : recruter pour faire face aux 20 % de croissance annuelle.

« SDMS travaille beaucoup pour l'étranger et notre savoir-faire en prototype est reconnu. Pour faire face à la montée en puissance, nous aurions besoin de recruter trois ou quatre chaudronniers et deux ou trois soudeurs en 2007. On est en période de papy boom, on essaye, d'anticiper mais notre métier est complexe, il exige des savoir-faire pointus et beaucoup de soin d'exécution. Les personnes expérimentées sont difficiles à trouver, à faire venir à Saint-Romans. Avec souvent une difficulté supplémentaire, celle de l'emploi du conjoint ! Parmi les solutions, le travail en intérim, avec là aussi le frein de l'éloignement des grandes villes, et l'apprentissage. Le plus dur est d'attirer les jeunes dans nos métiers, car ils en ont une image négative. Mais si on arrive à leur faire découvrir nos ateliers, leur point de vue change complètement. D'ailleurs, plusieurs jeunes ont été recrutés à la suite d'une visite. Nous avons dans nos ateliers des apprentis en BEP ou Bac Pro chaudronnerie. Ils acquièrent les bases et on leur apporte la formation complémentaire spécifique à notre métier. » ●



Sébastien Ripert,
responsable de
fabrication SDMS



Michel Guillaume,
directeur du lycée
professionnel Alpes
Sud Isère, Susville



Faites-leur découvrir
la réalité de leur
futur emploi

Faire toucher du doigt le potentiel de nos métiers

« Les entreprises que nous sollicitons pour recevoir nos élèves en stage répondent généralement très favorablement. Encore faut-il veiller à la bonne adéquation entre leur programme d'études et ce qu'ils vont faire ou découvrir durant ces périodes de formation en entreprise... qui constituent pour les jeunes un complément indispensable ! N'oublions pas qu'ils sont le potentiel de demain. Alors se préparer avec le tuteur à les accueillir de façon bienveillante est un bon moyen de leur donner envie de poursuivre dans cette voie. Il faut garder à l'esprit que la plupart des jeunes n'imaginent pas tout ce qui se cache derrière la façade d'une entreprise. Ils voient l'industrie à travers les médias, les propos de leurs parents, ils entendent parler de licenciements, de délocalisations... À nous et à vous de les faire

toucher du doigt la diversité et le potentiel des métiers industriels. Sans aller jusqu'à leur parler de marketing ou de ressources humaines, faites-leur découvrir la réalité de l'environnement de leur futur emploi : le bureau d'études, le service méthodes, la qualité, tous ces métiers qui s'articulent autour de la production ou de la maintenance, et vers lesquels ils pourront évoluer plus tard, tout en restant dans l'industrie. De quoi leur donner des perspectives d'avenir ! » ●



Former à la sécurité réseaux

À la rentrée 2007, l'AFPI met en place une licence professionnelle dédiée aux RSFS – réseaux sans fil sécurisés –, avec l'IUT 1, Université Joseph-Fourier à Grenoble, partenaire de longue date. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la formation par alternance et des contrats de professionnalisation signés entre l'entreprise, l'étudiant et l'organisme de formation. Cette formation qualifiante répond aux besoins accrus de sécurisation dans les domaines complexes des réseaux informatiques mobiles et de la téléphonie pour de nombreuses entreprises locales. Avec des promotions de 10 à 12 candidats, les cours seront dispensés à la Maison de la Production et sur le Campus universitaire. Ce contrat d'une durée d'un an prévoit un quart du temps en formation et trois quarts en entreprise. Ce partenariat efficace a déjà permis de mettre sur pied une première licence professionnelle, spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication, en 2002.

Contact : Thierry Allard, ta@afpi38.com

TMS : prévenir plutôt que guérir

Du 26 au 31 mars, la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM-TS) lance en avant-première la Semaine prévention des TMS⁽³⁾ sous le thème : « Les entreprises s'engagent ». Son ambition : faire connaître et valoriser les actions menées pour dégager les bonnes pratiques de prévention. En France, les TMS représentent près des trois quarts des maladies professionnelles reconnues par la Sécurité sociale et ce nombre s'accroît d'environ 20 % par an depuis dix ans, tous secteurs d'activités confondus. Des témoignages d'entreprises, le lundi 26 mars à Paris, divers événements régionaux initiés par les CRAM et les CGSS dans toute la France, et la mise à disposition d'une base documentaire de cas d'entreprises, voilà qui devrait amorcer une prise de conscience et la mutualisation des savoirs dans ce domaine. Le 29 mars à Villefontaine, l'Udimec s'associait à la CRAM pour l'organisation d'une manifestation à destination des entreprises et des services de santé au travail.

Contacts : Franck Bendriss Udimec
Villefontaine 04 88 77 94 20 ;
Catherine Brossat CRAM Rhône-Alpes
04 72 91 96 47.

(3) Troubles musculo-squelettiques.

Où vous emmènent les programmes collectifs ?

Bâtir une stratégie offensive, innover, produire mieux et mieux vendre, adapter son mode de management au contexte économique d'un monde en mouvement... Autant de domaines de réflexion et d'action abordés par les programmes collectifs Stratégie PME, APPIC⁴ innovation PME, Performance PME, Pass PME.

Les programmes collectifs à l'Udimec ont démarré en 1997 avec Lean Production, puis Lean Services, suivis de Produire au plus juste (PPJ) et Avantages pour l'industrie. Il s'agissait d'offrir aux PME un accès, dont elles ne disposent généralement pas, à des ressources externes, des compétences de consultants, pour traiter une problématique qui leur est propre. Le but étant d'améliorer les performances et ainsi préserver un avantage concurrentiel. Aujourd'hui, la gamme de programmes collectifs proposée par l'Udimec et l'AFPI Isère s'est étoffée, mais ils poursuivent tous les mêmes objectifs : revitaliser le tissu industriel de la région et, pour l'entreprise, améliorer sa compétitivité. Ils vous aident à adopter

une stratégie "qui refuse de suivre le mouvement" (Stratégie PME), à miser sur l'innovation pour sortir du lot et développer vos marges (APPIC innovation PME), à optimiser vos process, lancer une démarche de progrès permanent (Performance PME), participer à des salons (Pass PME), penser export (module "export" de Stratégie PME). Mais un programme collectif est aussi un temps pour réfléchir à plusieurs, analyser ses points forts et ses points faibles, observer le marché, se ressourcer...

Quel est le programme ?

La plupart des programmes collectifs sont construits sur le même schéma. Tout commence par le diagnostic réalisé par un consultant externe. Il vous aide à bâtir un plan d'actions,



Philippe Rondet de l'AFPI Isère.



vous accompagne dans sa mise en œuvre pour s'assurer de l'obtention de résultats. Le plan d'actions est soutenu par un plan de formation interentreprise et des rencontres d'échange, de mise en commun entre dirigeants et pilotes des entreprises impliqués dans le programme. C'est la partie collective du programme. Elle offre à la fois une ouverture sur l'extérieur et une réflexion sur des problématiques communes... histoire de sortir le nez du guidon ! Point essentiel, la pose d'indicateurs : « Dès lors qu'une démarche d'amélioration est lancée, précise Philippe Rondet, en charge de Performance PME, on met en place des moyens de mesure pour quantifier les résultats. Car il s'agit de pérenniser le système. Si le diagnostic met à jour plusieurs points faibles à traiter, le plan d'actions s'attaque aux plus critiques. Mais l'entreprise qui, au contact du consultant et grâce à la formation, a acquis des outils méthodologiques, pourra continuer à traiter les autres points par elle-même... et ainsi initier une démarche de progrès permanent. »

Version courte ou version longue

Le dernier-né des programmes collectifs est Performance PME, diffusé par l'AFPI Isère. Les premières sessions ont été lancées fin 2006. Il reprend les principes qui ont fait le succès de PPJ et les met à la disposition du plus grand nombre grâce à une démultiplication en programmes courts (Performance ciblée, sur 4 mois) et longs (Performance PPJ, sur 12 mois). La Région Rhône-Alpes, partenaire hautement impliqué – elle finance

70 % du coût réel du programme –, s'est fixé pour ambition de toucher 2 000 entreprises d'ici à 2010 ! Dans Performance ciblée, le problème à traiter est déjà identifié par l'entreprise – on l'aide à enlever le clou de la chaussure –, alors que dans Performance PPJ, c'est le diagnostic du consultant qui le met à jour. Autre nouveauté du programme court, l'étude "performance, développement, gestion" qui vous propose une mise en regard par rapport à un échantillon d'entreprises de même profil ; une forme de benchmarking qui ne vise pas la comparaison (jugement de valeur), mais le positionnement dans l'échantillon d'entreprises. ●

(4) APPIC : Amélioration du processus participatif d'innovation et de conception.
(5) À l'exception de Pass PME (action collective de participation à des salons professionnels) et Performance ciblée (voir ci-dessous).

Les programmes collectifs proposés par l'Udimec et AFPI Isère

• Stratégie PME

Projection stratégique, accompagnement personnalisé, aide à la décision, pour développer son avantage concurrentiel.

José Pedraza / jpedraza@udimec.fr

• APPIC innovation PME

Apprendre à mieux anticiper les besoins du marché et optimiser la conception et le développement de produits nouveaux.

Jean-Pierre Marleix / jpmarleix@udimec.fr

• Pass PME

Accompagnement pour optimiser les participations aux salons professionnels.

Jérôme Arles / jarles@udimec.fr

• Performance PME (ciblée et PPJ)

Analyse des processus de production, accompagnement, formation, pour améliorer sa compétitivité.

Philippe Rondet / philippe.rondet@afpi38.com



De gauche à droite : José Pedraza, Jérôme Arles et Jean-Pierre Marleix, de l'Udimec.



Des soudeurs sur mesure

Confrontée à un déficit de main-d'œuvre qualifiée, FG Industries a choisi la solution qui consiste à former, sur mesure, à ses métiers du personnel sans qualification... Avec succès !

Gilbert Remorques en Bièvre Valloire, fabricant de matériel agricole et équipementier de carrosserie pour camions, s'est trouvé confronté au déclin de ce marché. En 2004, Michel Fadoul, qui détient quelque 140 sociétés basées principalement en Afrique Noire, rachète l'entreprise. FG Industries, la nouvelle entité, consolide son cœur de métier agricole et relance l'activité de carrosserie industrielle pour satisfaire les commandes des sociétés sœurs. Plus récemment, l'entreprise a racheté la licence et tous les droits nécessaires à la production, à La Côte-Saint-André, de matériel lourd de débardage forestier à destination de l'Afrique. « Très vite, l'entreprise s'est trouvée confrontée à de graves difficultés de recrutement pour les métiers de plieurs sur presse, de peintres et surtout de soudeurs », explique Jean-Luc Wegrzyn, directeur de production.

Le pari de la formation
FG Industries a fait un choix original : recruter des gens de tous horizons, sans bagage ni qualification, afin de dispenser une formation sur mesure au métier de soudeur dans l'entreprise. À la clé ? Un contrat à durée indéterminée au sein de FG Industries à l'issue d'une formation qualifiante, entièrement financée par la Région Rhône-Alpes dans le cadre du CARED⁽⁶⁾. Cette initiative, propre à Rhône-Alpes, a été conduite pour la première fois en 2006, auprès de quatre soudeurs, par le biais d'une formation en alternance de deux mois avec le Greta Nord Isère. « Trois d'entre eux, dont une femme, sont allés jusqu'au bout de la formation et sont aujourd'hui embauchés par FG Industries », souligne Jean-Luc Wegrzyn. En 2007, l'entreprise a pour projet de recruter six soudeurs. Ils sont formés en partenariat avec le CFAI de Beaurepaire. L'Udimec a joué le rôle de dynamisant auprès

des acteurs locaux : les missions locales, l'ANPE... afin de susciter des vocations. » C'est ainsi que le 13 février dernier, l'ANPE a convoqué des demandeurs d'emplois au sein de FG Industries pour présenter l'entreprise, ses marchés, ses clients, aux recrues potentielles. À l'avenir, pallier ces vraies difficultés de recrutement reste un enjeu pour le secteur. Car des freins persistent. « La revalorisation de l'image de l'industrie métallurgique et la mobilisation des acteurs clés de l'industrie et de la formation sont essentiels, » Conclut Jean-Luc Wegrzyn. Fort de ce redéploiement, FG Industries vise à développer son chiffre d'affaires dans le secteur agricole et à le doubler en carrosserie industrielle et en matériel forestier, avec le concours de 100 salariés. ●

(6) CARED : Contrat d'aide au retour à l'emploi durable.

Jean-Luc Wegrzyn



Un seul directeur pour le CFAI du Dauphiné



Alain Fauconnier.

Depuis le 1^{er} janvier 2007 – et, suite au départ à la retraite de Jacques Mathys – Alain Fauconnier est l'unique directeur du CFAI du Dauphiné. Il est assisté de deux responsables d'établissement : Pierre Michon pour celui de Beaurepaire et Marie-Hélène Poudret pour celui de Moirans. Le siège est à Meylan. « Cette réorganisation répond au souci d'optimiser les ressources et les moyens dédiés aux deux établissements isérois, afin de mieux répondre aux besoins en formations industrielles par l'apprentissage », explique Alain Fauconnier. L'ADFI, Association dauphinoise pour la formation dans l'industrie, est l'organisme gestionnaire du CFAI du Dauphiné en vertu d'une convention signée avec la Région Rhône-Alpes. Rappelons que l'objectif de la Région est de porter le nombre d'apprentis de 39 000 actuellement à 50 000 d'ici à 2009.

Contact : Alain Fauconnier 04 76 35 33 55

Pierre Michon et Marie-Hélène Poudret.



Innovation, anticipation, formation

Depuis sa création en 1947, l'Alliance université entreprise de Grenoble (AUEG) poursuit le même objectif : faciliter échanges et synergies entre enseignement supérieur, recherche, entreprises et collectivités. Riche de sa longue expérience, l'AUEG développe son activité vers des thématiques prospectives au niveau économique, sociétal et environnemental, afin de concevoir des réponses pertinentes pour un avenir déjà proche.



Jean Bornarel, physicien, professeur des universités, assure la présidence de l'AUEG depuis avril 2005, avec la volonté de développer une stratégie de projets alliant réflexion prospective et actions. Groupes de travail thématiques (énergie, développement durable...), publications, visites en entreprise, conférences... témoignent de cette démarche dynamique. « Le monde de l'université et celui de l'entreprise, précise Jean Bornarel, partagent des préoccupations communes : veille stratégique, innovation, formation ; ils peuvent, en confrontant leurs expériences, leurs points de vue et compétences, nourrir la réflexion et susciter des applications novatrices au niveau industriel. Cette connexion recherche/industrie permet de créer de nouveaux concepts, process et outils méthodologiques et d'enclencher des actions... à condition de sortir de nos schémas habituels. Lieu de ruptures, la recherche fondamentale est le creuset de l'innovation qui doit se concevoir très en amont. » L'intérêt de cette collaboration est réciproque : l'entreprise y trouve des réponses opérationnelles et son expérience alimente la réflexion des chercheurs. Ainsi, un laboratoire de glaciologie exposant le résultat de ses recherches a fait bénéficier de son expérience une entreprise confrontée à des mesures en altitude et à des températures très inférieures au zéro degré Celsius.

Susciter l'évolution des formations supérieures

« L'entreprise recrute de plus en plus de diplômés scientifiques issus de l'université, appréciés pour leur formation qui, hors de toute spécialisation parfois "trop étroite", facilite leurs capacités d'adaptation. Cependant, l'entreprise exprime aussi

des attentes en termes de compétences et de connaissances spécifiques et l'AUEG, en raison de sa double intégration recherche/entreprise, peut impulser des formations adaptées. »

Initier et développer la collaboration à l'international

« La présence d'un millier d'étudiants chinois à Grenoble et l'essor de l'entrepreneuriat en Chine n'est pas étrangère à l'action d'un de mes prédécesseurs, le professeur Soutif, poursuit Jean Bornarel. Elles facilitent aujourd'hui la réflexion et les contacts autour d'échanges internationaux ainsi que les modalités d'implantation d'acteurs grenoblois dans ce pays. Dans le même esprit, en Russie, l'enseignement scientifique et la recherche manquent de moyens pour préserver ce capital intellectuel et investir sur l'innovation ; l'AUEG propose de créer sur place, au sein des universités, de véritables centres d'innovation et de valorisation franco-russes. Ils accueilleraient des étudiants diplômés russes et français travaillant sur des sujets de recherche appliquée, sous la direction conjointe d'universitaires et d'ingénieurs d'entreprises des deux pays. Les entreprises de la région concernées par telle ou telle thématique seraient les premières bénéficiaires des résultats obtenus, protégés par des brevets internationaux. » ●

Contact : Alliance université entreprise de Grenoble (AUEG)
7C - chemin des Prés -
Inovalée - 38240 Meylan
Tél. 04 76 18 28 65
aueg@wanadoo.fr
www.aueg.org